

Saclay : ça craint

la recherche publique livrée au privé sur un plateau ?

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 St Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 31/05/10, consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Si on regarde les brèves d'informations (10/05/10) sur le site de campus Saclay (<http://www.campus-paris-saclay.fr/Actualites/Breves>), dans l'ordre, on lit :

- réunion de directeurs à **Gif sur Yvette** (siège d'une importante implantation CNRS),
- de nouveaux locaux pour la physique des plasmas mais à **Palaiseau** (école polytechnique)
- communiqué *métagénome des bactéries intestinales* (INRA) mais à **Jouy en Josas**
- inauguration d'un institut d'optique à **Palaiseau**,
- lauréat du prix Wolf de physique 2010 qui a travaillé à... **Orsay**,
- déménagement *possible* de Télécoms Paris Sud (dans un avenir non défini)...

Une excursion a même été organisée par le Conseil Général du Loiret pour suggérer aux DU de l'INRA, du CNRS et d'autres organismes d'Orléans de l'intérêt du fameux « plateau ».

Mais que se passe-t-il donc de nouveau à Saclay en dehors de l'existence géographique d'un plateau ?

Saclay : un mythe ou une réalité ? Et pourtant, si on écoute les beaux discours, l'opération traîne depuis au minimum cinq ans avec de multiples noms ronflants, *Paris Saclay, grand campus Paris sud, campus d'excellence, Paris Pôles sud...* Incluant pas moins de 2 RTRA... un nombre non négligeable de PRES... de pôles de ceci ou de cela... Tous d'excellence, deux pôles de compétitivité, tous les grands établissements publics de France (CNRS INRA INRIA CEA Polytechnique, plusieurs Universités... des tas de grandes écoles dont la plus prestigieuse, polytechnique, celle de notre PDG, Supélec... HEC même) !

Des industriels (et non des moindres, Thalès, Danone, EDF...) qui en masse se pressent à la porte inexistante du campus, dont on ne sait, au final, quel nom lui donner **digiteo triangle de physique** (en tête d'un projet daté 05/03/2010), *fondation pour la coopération scientifique* (FCS) dirigée par Paul Vialle (qui tiendrait ainsi les cordons de la bourse), *Opération d'Intérêt National (OIN) Grand Paris* ou *Paris Capitale* (il existe des variantes), *EPIC public Paris Saclay* (examen au sénat avril 2010).

Grande chimère, monstre du Loch Ness ou bien bêtement une opération de communication avec en sous main des intérêts immobiliers non négligeables ? L'opération immobilière est bien ce qui transpire dans l'obstination de l'Etat à déménager la fac d'Orsay sur le plateau au lieu de conserver ce campus dans la vallée, à proximité du RER B. Les bâtiments de la fac n'ont pas ou peu bénéficié de crédits d'entretien au cours des années, c'est bien le problème, mais leur rénovation serait-elle vraiment plus chère que l'opération de construction programmée sur le plateau ? Evidemment la spéculation immobilière sur les terrains qui seraient libérés à Orsay, dans la vallée, peut également peser lourd dans la décision de déménagement.

L'opération sur le plateau sera consommatrice de terres agricoles. Dans le contexte particulier de la périphérie parisienne et d'une relocalisation nécessaire des productions agricoles à proximité des consommateurs, est-il raisonnable que l'INRA participe au « bétonnage » de sols qui comptent parmi les meilleurs de France ? Est-ce, en 2010, en cohérence avec l'affichage institutionnel : Agriculture, Alimentation, Environnement ? Ne serait-ce pas plutôt à l'Institut de justifier l'intérêt de conserver ces terres dans le cadre d'une agriculture périurbaine ? Agriculture qui représente potentiellement, justement, un formidable domaine d'innovation !

On apprend quand même que plus d'un millier d'agents INRA (en ne comptant que les titulaires...) seraient concernés.

Nos collègues d'AgroParisTech (APT dans le jargon administratif) nous informent qu'**une société conjointe INRA/APT/CDC (la caisse des dépôts et consignations, la cagnotte de l'état) se met en place** pour projeter de construire des locaux nouveaux pour les élèves de l'agro, leurs professeurs et ceux qu'ils hébergent dans leurs locaux (un certain nombre d'équipes INRA entre autres).

La vente des bâtiments AgroParisTech de l'avenue du Maine à Paris, et de la rue Claude Bernard est programmée. L'avenir du site historique de Grignon est incertain. La vente des biens historiques de l'Etat est

une pratique très en vogue en ce moment, dont on nous explique les vertus...

Dans l'enquête, bien sûr confiée à une société privée dans le cadre bien compris du fameux *partenariat public privé* où le public fournit logistique, données et personnes et où le privé récolte les bénéfices, on ne trouve pas que des questions anodines : « **envisagez vous de suivre votre établissement ?** », « **combien de fois par jour ou semaine irez-vous à Saclay ?** », « **envisagez vous une mutation et votre conjoint ?** ».

Une enquête qui demande aussi : « *dans le cadre du projet d'implantation de votre établissement sur le campus de Saclay (...), voulez-vous un vélo à moteur ou un vélo normal pour vous déplacer dans Saclay ?* » (Q3), des questions de fond autrement dit ! Mais on ne va pas vous ennuyer avec des questions du genre :

- Est-ce que vous croyez que Saclay va améliorer la production scientifique de la trentaine d'organismes présumés y participer (quand les locaux en 2020... 2030 ? y seront construits) ?
- Est-ce que Saclay va faire que les universitaires d'Orsay (qui ne veulent pas lâcher la proie pour l'ombre) et les chercheurs de Jouy vont se rencontrer comme la direction de l'INRA et celle de Jouy le croient ? Idem pour les mélanges en biologie végétale : personne n'a attendu « Saclay » pour qu'ils existent !
- Est-ce que vous appréciez la conception « cluster » censée rapprocher les industriels et la recherche publique ?

La stratégie industrielle ayant une très forte tendance à payer à bas prix le service public pour sous-traiter son innovation en liquidant sa propre recherche ...

... que vise l'opération Saclay sous ses beaux discours d'échanges de proximités entre chercheurs (sensu largo), de mixages de disciplines différentes ?

A Saclay, elles y seraient presque toutes : maths, physique, chimie, électricité, télécoms, informatique, biologie, climatologie, environnement, nanotechnologies ; sciences de la terre, de l'air, de l'eau, (du feu ?) du vivant et on en passe !? **Ne s'agit-il pas encore tout simplement de rendre plus captive la « science publique » des intérêts privés ?** Et l'éternelle chimère du rapprochement public/privé avec un **privé** de plus en plus étioilé (qui ferme sa R&D et réduit comme jamais ses investissements – Cf. Les Echos du 13/5/2010) et un **public** frappé par la rigueur imposée par les marchés et Bruxelles, dans le but d'accélérer les transferts de technologie et d'améliorer la sacro-sainte compétitivité économique...

Car où sont les 850 millions des promesses de Sarkozy ? Quand on analyse en profondeur cette somme, on s'aperçoit assez vite qu'il s'agit de plans sur la comète, d'argent prêté, emprunté (le grand emprunt passera par là cf. les multiples casquettes de notre PDGère INRA) ou de spéculations sur des ventes foncières (par exemple du château de Grignon, de l'INAPG rue Gay-Lussac, etc.), les FCS (fondations) comme les RTRA doivent placer de l'argent, c'est dans leur statut.

En novembre 2009, la CGT réunissait des syndicalistes concernés de près ou de loin par « le projet Saclay ».

Près de 100 personnes de toutes « origines » : EPST, EPIC, EDF, Grandes écoles, Universités d'Orsay, écoles agros, UD CGT y participèrent, également plusieurs collègues des sections syndicales CGT-INRA de Jouy, Grignon, Versailles, Paris, Ivry, etc. Voici les conclusions communes à l'issue de cette journée.

Il ressort du partage d'informations et de nos analyses, un certain nombre de constats et l'identification de risques liés à ce projet (repris ci-dessous du site <http://www.sciences.cgthea.org/>) **concernant :**

- | | |
|--|---|
| ➤ le contexte de la recherche et de l'enseignement supérieur , contexte globalement défavorable à la recherche publique (LRU 2008, « pacte pour la recherche » 2005) | ➤ l'asservissement de la recherche et de l'enseignement supérieur |
| ➤ l'absence de cohérence scientifique du projet | ➤ des déséquilibres territoriaux et public-privé |
| ➤ la réduction du projet à une vaste opération immobilière | ➤ des politiques du logement, des transports et de santé qui ne suivent pas |
| ➤ la dilution des statuts des enseignants et des chercheurs | ➤ l'absence de démocratie |

En résumé, ce projet est plus néfaste que bénéfique !

Faut-il le combattre ou l'investir de l'intérieur ? Cette question fait encore débat...

Nous pensons, qu'à ce stade, pour les agents INRA et étant donnée leur actuelle insertion, le projet est à combattre : ce n'est pour nous qu'une lointaine, assez lointaine chimère, même si la direction du centre de Versailles-Grignon, et sans doute celle de Jouy (Cf. M. Jolivet sur <http://www.campus-paris-saclay.fr/Actualites/Breves> présent au séminaire du 27 mars 2010 des Directeurs impliqués dans l'opération « campus »), mènent grand tapage pour suggérer que ce projet est très avancé alors qu'il ne l'est pas !

L'argent n'est pas là pour construire les locaux. Un million d'euros est engagé pour envisager la possibilité de la réalisation d'un projet de pôle INRA AgroParisTech sur « environnement alimentation santé » sur le campus de Saclay alors même que l'INRA vient récemment d'investir dans la construction de nouveaux locaux sur Grignon : EGER (150 personnes), livré en 2002 et BIOGER (80 personnes), livré en 2009. Quand on sait que de telles opérations de déménagement perturbent les équipes, donc les travaux de recherche, pendant facilement 1 an, est-il bien raisonnable de multiplier ces opérations ? Le regroupement sans doute nécessaire des différentes entités d'AgroParisTech ne pouvait-il être envisagé sur Grignon, site historique passablement délaissé, plutôt que d'opter radicalement pour Saclay ?

Pour l'Inra, il a même été question de déménager les centraux sur le plateau... Pratique pour les réunions nationales quand on imagine des transports au mieux opérationnels en 2020 ? Si SNCF, RATP, Mairies, départements, le ministre de Paris capitale ou du Grand Paris et le Président de la région s'entendent... ce qui, si on suit l'actualité, n'est pas pour demain vraiment !

Alors battons-nous pour que le budget de l'INRA revienne aux unités (et aux départements ?), et non pas vers des spéculations foncières ou autres.

Disons-leur : cessez de nous faire croire que la mise dans le même bain public/privé sauvera le bébé de l'intérêt général quand la R&D du privé est délibérément bradée pour délocaliser, spéculer en bourse et quand le public est obligé de mendier (se prostituer ? ramper ?) auprès de l'ANR ou quémander l'argent contraint des entreprises (qui utilisent à tout va le Crédit d'Impôt de Recherche, c'est à dire les deniers publics) pour continuer, non seulement à fonctionner, mais à être « bien noté » !

Exigeons des garanties avant d'aller vers des paradis élucubrés par des esprits largement rémunérés pour nous faire croire que Saclay est la septième merveille, de même que le « Grand Paris », cessons de penser comme outre-atlantique !

En définitive, quelles garanties sérieuses avons-nous aujourd'hui quant aux personnes et aux futures installations incitées à aller sur le plateau, qu'est ce qui nous dit que les personnes mutées resteraient sous la tutelle de leurs organismes d'origine, quel foutoir bureaucratique tout cela !

Pourquoi si peu d'infos du côté de notre direction ?

Ce projet ne crée aucun emploi, il mutualise au mieux la misère des uns avec celle des autres, sinon ce sont des mutations, des transferts de personnes, dans un cadre aggravé par les réductions drastiques des effectifs de recherche statutaires au CEA, à EDF et dans les Services Publics en général. C'est ce que dénoncent nos camarades d'Orsay, de l'EDF, des télécoms... Ce qui est proposé, n'est-ce pas désosser Jouy en partie, Versailles en partie, Grignon en totalité (?)... etc. **Point de salut pour ceux qui n'iront pas à Saclay... comme point de salut pour ceux qui ne seront pas dans les grands programmes de la DG ?**

Deux facettes d'une politique outrancièrement dirigiste et a-démocratique de l'actuelle direction de l'INRA brillante élève de la politique Sarkozy/Pécresse dans notre secteur ?

Faites-nous part de vos réflexions ou questions sur ce sujet, en contactant les sections syndicales de vos centres respectifs ou bien en écrivant au secrétariat administratif de la CGT-INRA.

Les sections syndicales CGT-INRA de la région parisienne se réuniront le 10 juin 2010 à Saint-Cyr l'Ecole pour examiner vos questions et envisager une riposte commune.